

Vol. 37, no 16, 12 avril 2011

Attention : période de dégel

Éric Désilets, 3^e vice-président à l'information

Présentement, sur les autoroutes du Québec, vous retrouvez des panneaux lumineux du ministère des Transports qui indiquent : « Période de dégel en vigueur ». C'est un signe, à chaque année, que le printemps est arrivé, comme les érables qui ont commencé à couler. D'ailleurs, le Syndicat soulignera cette période de dégel printanier avec une activité de cabane à sucre. Vous êtes toutes et tous invités à manger de la tarte sur la neige au pavillon des Sciences, jeudi le 14 avril prochain, de 11 h 45 à 13 h, à l'entrée de la rue Marguerite-Bourgeois.

Or, cette année, les mêmes panneaux lumineux servent aussi pour le ministère de l'Éducation du Québec. Le dégel des frais de scolarité amorcé en 2008 prend un nouvel élan : la hausse sera de 325\$ par année, pendant 5 ans et à partir de l'automne 2012. Ainsi, pour l'année scolaire 2016-2017, les étudiants devront payer 3 800\$, plus les frais afférents, donc environ 4 500\$ pour leur année d'étude universitaire. Quelle est la logique, s'il y en a une, qui mène à ce choix? Devant l'ampleur des défis que doit relever le Québec, la principale solution du gouvernement Charest est la politique de l'utilisateur-payeur. Celle-ci fait appel au « gros bon sens », chacun paie les services qu'il utilise, que ce soit les routes, les hôpitaux ou les écoles.

Mais est-ce pertinent d'appliquer un principe économique à tous les secteurs de la société et, plus particulièrement, à l'éducation? La santé et l'éducation ne sont pas des marchandises à vendre aux plus offrants, mais un bien commun. L'accès à l'éducation n'est pas un privilège réservé à quelques-uns, mais un droit fondamental qui n'a pas de prix. Le ministre des Finances, Raymond Bachand, a affirmé lors du dépôt de son budget que les hausses des frais de scolarité n'entraveront pas l'accessibilité. Je ne sais pas qui lui a donné ses informations, mais toutes les études, même celles du MELS, démontrent clairement qu'il a tout faux.

Le discours populaire affirme que tous les étudiants sont riches, qu'ils possèdent des cellulaires et des autos... Mais qui paie ces biens? Tantôt ce sont les parents, mais alors nous pourrions imposer davantage les parents les plus riches pour qu'ils paient les études de tout le monde avant une auto pour chacun de leurs petits. Tantôt ce sont les étudiants qui paient grâce à leur travail à temps partiel dans des emplois précaires. La course à la consommation est évidemment un obstacle à la réussite, mais devons-nous en ajouter en incluant l'éducation comme produit de consommation? Et nous devons faire attention à la généralisation hâtive. Plusieurs étudiants n'ont pas d'argent et le système de prêts et bourses demeure insuffisant. Alors pourquoi entreprendre ou poursuivre des études supérieures, au cégep puis à l'université, si l'endettement est trop grand? Pourtant, une main-d'œuvre qualifiée est beaucoup plus rentable pour la société, notamment avec des salaires plus élevés et des services de qualité.

Certes, les universités et le réseau collégial ont des besoins importants. Mais il y a tellement d'autres solutions politiques possibles pour renflouer les coffres d'État. Je pense d'abord à la campagne fédérale causée par des décisions antidémocratiques et la soif du pouvoir majoritaire des conservateurs de Harper, avec entre autres leurs 65 avions F-35 et la baisse d'impôts pour les amis des grandes entreprises. Je pense aussi aux baisses d'impôts des libéraux de Charest, subventionnées par les hausses de tarifs tels que la taxe santé et l'argent des étudiants. Pendant ce temps, les gaz de schiste fuient sans payer ni s'excuser, l'industrie de la corruption se construit des empires avec des marges de profits faramineux que les banques cachent dans des abris fiscaux.

DANS CE NUMÉRO :

Perfectionnement	2	La campagne électorale : ai-je besoin d'une boussole?	3
Les Zapartistes	4	Hervé Kempf	4

Il y a un seul endroit où les étudiants peuvent se faire entendre : dans la rue! Les grèves s'organisent pour l'automne. Qui vivra verra... En attendant, nous invitons les profs sur le trottoir du pavillon des Sciences pour manger de la tarte et discuter de dégel.

Perfectionnement

Éric Désilets, 3^e vice-président à l'information

.....

Afin d'appuyer notre position sur la reconnaissance et le soutien au perfectionnement, l'Exécutif du syndicat a organisé deux assemblées syndicales des coordonnatrices et des coordonnateurs de département, ainsi que des responsables de programme (ACD syndicales), le 3 mars au pavillon des Humanités et le 24 mars au pavillon des Sciences. Ces rencontres ont été très enrichissantes, car elles nous ont permis de préciser les différentes attentes et les divers besoins départementaux. Elles nous aideront grandement à négocier avec la direction.

Le problème central lié au perfectionnement est qu'il alourdit la tâche d'enseignement. Or, cette réalité varie énormément d'un département à un autre. Voici les principaux besoins exprimés par les coordonnatrices et les coordonnateurs à l'ACD et par les profs à l'assemblée générale du 25 mars :

- Dans certaines disciplines, des certifications professionnelles ou des heures de travail en industrie sont nécessaires pour rester à jour et pour conserver son droit de pratique. Non seulement il est difficile pour les profs de trouver le temps de suivre ce perfectionnement, qui a souvent lieu pendant les heures de cours, mais ces accréditations ne sont pas reconnues dans le salaire.
- Certains départements font des projets de recherche qui sont reconnus pour du perfectionnement ou pour des heures de travail en industrie, mais la libération accordée est trop petite. La tâche d'enseignement s'alourdit par le fait même.
- Les spécialisations de chaque prof font en sorte qu'il y a un problème de polyvalence. Ainsi, les retraités sont difficiles à remplacer tout comme les profs qui se prévalent de divers congés (congé parental, de maladie, etc.). Les jeunes profs et les remplaçants ont besoin de l'expertise de leurs collègues. Comme certains n'ont pas de tâche d'enseignement, pouvons-nous alors les former et les payer?
- En ce qui a trait aux frais liés au perfectionnement, certaines règles font en sorte que seuls 2, 3 ou 4 profs peuvent être remboursés lors d'une activité (le ratio du nombre de profs remboursés dépend du nombre total de profs dans le département). Par exemple lors d'un colloque, il faudrait augmenter le ratio afin de permettre à davantage de profs de participer au perfectionnement collectif.
- Certains départements ont du matériel qui nécessite des formations pointues. Mais celles-ci ne sont pas accordées, alors nous avons du matériel qui n'est pas utilisé selon toutes ses possibilités. Comme dans les salles d'opération des hôpitaux, nous n'avons pas le personnel qualifié pour les utiliser à pleine capacité.
- Plusieurs cours nécessitent des logiciels informatiques spécialisés, mais les profs ne peuvent pas y avoir accès à l'extérieur des laboratoires prévus à cet effet. Le programme de portable du cégep permet en partie de combler ce problème, en offrant par exemple certains logiciels de pointe, mais ce sont les profs qui doivent assumer les coûts d'achat (environ 3 000\$).

À l'automne dernier, deux solutions avancées par le syndicat ont été acceptées par la direction. En plus de l'aménagement d'horaire qui est déjà en vigueur, ces solutions pourraient être mises de l'avant dès l'année prochaine. Il s'agit premièrement du remplacement ad hoc d'un enseignant participant à un perfectionnement disciplinaire et deuxièmement, du report de disponibilité pour des activités de perfectionnement.

Toutefois, la direction acceptait ces deux nouvelles mesures selon certaines conditions. Le remplacement ad hoc serait possible seulement s'il y a un remplaçant disponible et si la formation ne se donne pas en soirée. De même, le report de disponibilité serait possible, mais seulement pour 5 jours et suite à des activités de perfectionnement réalisées les fins de semaine. Par exemple, un prof pourrait ne pas être disponible au cégep du 1^{er} au 5 juin, mais certains programmes offrent la formule alternance travail-études qui oblige déjà certains profs à commencer leurs vacances le 18 juin.

Quelle est la suite des choses? L'Exécutif du syndicat va demander de rencontrer la direction du collège pour discuter de la problématique. L'assemblée générale du 3 décembre dernier a recommandé la formation « d'un comité paritaire chargé d'étudier l'ensemble des demandes de perfectionnement ayant une incidence sur les ressources (ETC) ». Nous devons trouver des enveloppes budgétaires et des moyens qui permettront de combler les besoins de perfectionnement des profs. D'autant plus que l'évaluation de l'enseignement, qui sera le prochain dossier sur la table, fera ressortir des besoins de perfectionnement. Si nous nous entendons sur un meilleur soutien et une reconnaissance plus importante du perfectionnement, cela permettra une garantie de résultats à la suite du processus d'évaluation.



« LE CONTENU DE CE TEXTE ENGAGE UNIQUEMENT L'AUTEUR »

La campagne électorale : ai-je besoin d'une boussole?

Martin Hould, enseignant au département de philosophie
.....

La *Boussole électorale* est un outil disponible sur le site Internet de Radio-Canada et conçu pour mesurer où je me situe sur « l'échiquier politique » : à gauche, à droite ou au centre? Où suis-je? Suis-je plus près du Parti vert, du Parti conservateur ou bien du Parti libéral? La *Boussole* répond à ces questions, en se basant sur une analyse des prises de positions des différents partis à Ottawa. Est-ce que la *Boussole* me dit pour qui voter? Non, malheureusement, je dois toujours décider pour moi-même. Que c'est angoissant!

Pourquoi ne puis-je pas simplement suivre la *Boussole*, tel un campeur perdu en forêt? C'est simple : parce que personne ne peut sérieusement prédire ce que va faire un parti plus qu'un autre. Bref, il n'existe pas de « pôle magnétique » qui ferait en sorte qu'un parti, une fois au pouvoir, serait irrémédiablement obligé de prendre une décision plus qu'une autre. C'est une fausse analogie, une métaphore trompeuse.

Plus sérieusement, quiconque s'est intéressé un peu à la politique active ces 20 dernières années aura remarqué, je pense, qu'il y a une très grande différence entre ce que *dit* un parti lorsqu'il est dans l'opposition et ce qu'il *fait* lorsqu'il est au pouvoir. L'opposition, peu importe le parti qui l'occupe, est généralement le défenseur de la vertu : il somme le gouvernement d'être honnête, constant, transparent et respectueux de la volonté populaire. Le gouvernement, quant à lui, fait appel couramment au pragmatisme : il faut analyser chaque problème à la lumière des circonstances particulières qui l'entourent.

Cette sorte de « chaise musicale » à laquelle jouent les partis politiques est une raison qui me pousse à penser que la façon d'analyser la scène politique, en fonction d'idéologies de gauche et de droite, est peut-être un peu désuète. Cela reflète pas ce qui se passe réellement dans notre régime politique au quotidien. Cela met en plan plusieurs aspects très influents sur le cours des choses, comme le « jeu politique », la « quête du pouvoir », l'interprétation des sondages, la fabrication d'images et le « génie politique » (la capacité ingénieuse de proposer la bonne chose au bon moment).

Voici l'analogie que je propose plutôt : le politique est une sorte d'animal qui habite un écosystème constitué d'un Parlement, de comités, d'activités de financement, de congrès partisans, de bains de foules, de discours honorifiques, de déclarations devant les médias et, de plus en plus, de participations à des émissions télévisées. Toute personne qui veut faire de la politique à un haut niveau doit apprendre d'abord à survivre dans cette jungle verbale où les mots sont les armes qui établissent la loi du plus fort. Après tout cela, quelle place reste-t-il pour l'idéologie?

Beaucoup s'étonnent que, fréquemment, les politiciens disent une chose et qu'ils fassent le contraire, qu'un parti déclare quelque chose, puis, tout à coup, que le discours ne soit plus le même. De nombreuses personnes vont même jusqu'à refuser de voter pour des raisons de ce genre. Ils sont profondément déçus. Le seraient-ils autant s'ils considéraient la possibilité que ce soient leurs propres idéologies, de droite ou de gauche, qui les empêchent d'apprécier la nature foncièrement « animale » (voir ci-haut) de chaque bon politicien?

Je ne dis pas qu'il n'y a plus de place pour les idéologies en politique. Je pense seulement qu'il y a des éléments qui sont beaucoup plus importants que la gauche et que la droite pour comprendre ce que font les politiciens. Je pense notamment aux « effets de système ». Aussi surprenant que cela puisse paraître, les politiciens agissent en fonction des règles du jeu, la loi électorale et le mode de scrutin en étant les éléments essentiels. Notre système, qui a ses règles spécifiques, donne lieu à une « quête du pouvoir » spécifique, voire une idéologie du pouvoir qui lui est propre.

C'est cette idéologie du pouvoir qui fait dire à Stephen Harper que la création d'une coalition serait antidémocratique. C'est la même idéologie du pouvoir qui fait dire à Michael Ignatief qu'il est là avant tout pour former un gouvernement majoritaire. Il ne faut pas s'étonner si l'un des deux revire sa chemise de bord au lendemain des élections.

Par contre, ce n'est pas seulement l'idéologie du pouvoir qui fait dire à Jack Layton et à Gilles Duceppe qu'ils sont prêts à collaborer pour former une coalition. C'est aussi le pragmatisme : ils savent que leur façon d'occuper l'espace politique n'est pas favorable à une prise unilatérale du pouvoir, l'un étant limité à une seule province et l'autre, ayant un appui trop dispersé à travers les quelques centaines de circonscriptions canadiennes pour créer une « vague orange ».

Personnellement, je souhaiterais voter pour une coalition entre le parti de Jack Layton et celui de Gilles Duceppe. Oups! C'est impossible! Car mon système électoral ne me le permet pas. Qu'est-ce qui se passe si je coche les deux? Mon vote est annulé, je sombre dans l'oubli. Vite! Changeons le système électoral! Mais pour cela, il faudrait que je commence par voter du « bon bord »...

J'irai voter, même si je suis perdu, et je n'annulerai pas mon vote, car si être perdu est une chose gênante, c'est tout de même moins terrifiant que de cesser d'exister.
Bonne soirée des élections!

Les Zapartistes



Le Conseil central du Cœur du Québec vous invite à souligner la Fête internationale des travailleuses et des travailleurs lors d'un spectacle mettant en vedette *Les Zapartistes*.

Ces alter-humoriste annoncent leurs couleurs : ouvertement indépendantistes, écolos et de gauche. Mais comme la première responsabilité du groupe (et le premier plaisir des membres) est de traquer la connerie, toutes les factions auront l'occasion d'y goûter, car « contrairement à la richesse, la connerie, elle, est très bien distribuée... ».

Le jeudi 28 avril 2011 à 19 h
Salle Théo traiteur - 4485 Gene H. Kruger

Veuillez confirmer votre présence au plus tard le 25 avril au local du syndicat (HF-2010), par téléphone (poste 2702) ou par courriel.

Hervé Kempf

HERVÉ KEMPF
**L'oligarchie
ça suffit,
vive la
démocratie**

L'OLIGARCHIE
ÇA SUFFIT
| SEUIL

Vous êtes invités à la conférence choc d'Hervé Kempf, l'auteur de *L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie*, de *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme* et de *Comment les riches détruisent la planète*.

« Quand on ferme le dernier livre d'Hervé Kempf, *L'oligarchie ça suffit*, on a l'impression d'avoir parcouru en filigranes le dossier des gaz de schiste! » (Louis-Gilles Francoeur, *Le Devoir*).

Le mercredi 4 mai 2011 à 19 h
Centre social du Cégep
Pavillon des Humanités
(HC-1000)

Des billets sont disponibles
au local du syndicat (HF-2010)